

Le Défi Media Group

Eric Ng, directeur de PluriConseil : « Je suis contre la dépréciation de la roupie pour aider le textile »

<http://www.defimedia.info/articles/3011/1/Eric-Ng-directeur-de-PluriConseil---Je-suis-contre-la-depreciation-de-la-roupie-pour-aider-le-textile-/Page1.html>

By Christina Vilbrin

Published on 26th July, 2008

Christina Vilbrin



Il ne faut pas être alarmiste. L'économie mauricienne réussit à tirer son épingle du jeu malgré une conjoncture internationale compliquée, selon Eric Ng. L'économiste est contre une politique interventionniste de l'État. Pour survivre dans le nouvel ordre mondial, nos entreprises doivent gagner en compétitivité.

Le taux directeur est passé de 8 à 8,25 %. Vous avez été parmi ceux qui ont critiqué le Gouverneur de la Banque de Maurice pour sa politique monétaire favorisant l'inflation. Comment réagissez-vous à cette dernière décision ?

Une hausse de 25 points de base est largement insuffisante pour combattre les pressions inflationnistes parce que le taux d'intérêt reste inférieur à celui de l'inflation. Je m'attendais à une augmentation d'au moins 50 points de base dans un premier temps.

La flambée des prix alimentaires a été mitigée quelque peu par la détaxe sur plus d'une centaine de produits dans le Budget.

Rundheersing Bheenick a exprimé la crainte d'une inflation à deux chiffres avant la fin de l'année. Ce risque est-il réel, selon vous ?

Je partage les craintes du Gouverneur de la Banque de Maurice. Avec les augmentations salariales dans le secteur public, les gens pourraient être amenés à dépenser au lieu d'épargner vu que le taux d'intérêt à l'épargne est relativement faible. Trop de dépenses peuvent créer une inflation par la demande. C'est pourquoi Rundheersing Bheenick veut encourager l'épargne pour réduire les pressions inflationnistes.

Pour nous sortir de la spirale inflationniste, il faudrait que nos entrepreneurs produisent davantage et à moindre coût. Et en même temps qu'on réduise nos importations. Or, il semblerait que les

initiatives privées surtout des petits entrepreneurs se fassent trop au compte-gouttes. Avons-nous des chances d'espérer dans le nouvel ordre mondial ?

Certainement ! Au niveau de la production agricole, nous devons viser l'autosuffisance alimentaire. Nous importons environ Rs 16 à Rs 17 milliards de produits alimentaires. Si nous arrivons à être autosuffisants et produire au maximum, nous pourrions réduire l'inflation. Ce sera un pas en avant dans le combat contre l'inflation. Augmenter également l'offre par rapport à la demande va aussi faire baisser l'inflation.

C'est vrai que dans le secteur manufacturier, il est difficile pour les petits entrepreneurs d'émerger car nous importons nos matières premières et nos équipements. Avec une économie qui évolue vers les services, c'est toute notre structure de production qui va évoluer. Il faut donc promouvoir les petites et moyennes entreprises dans le secteur de services (paratouristique, commerce, communication...). C'est dommage que le gouvernement ne fasse pas assez de promotion auprès des PME pour le secteur des services. On croit toujours que les PME peuvent faire du business dans le secteur industriel alors que les choses deviennent de plus en plus difficiles avec la hausse des matières premières et des coûts des équipements.

Ma vision est que l'île Maurice deviendra un centre régional des services. Je suis optimiste pour l'avenir. Maurice étant une petite île dynamique, nous avons beaucoup de flexibilité et nous sommes bien lotis et bien armés pour faire face aux défis du monde. Maurice va dans la bonne direction quoi que nous ayons encore beaucoup d'améliorations à apporter notamment dans le combat contre la corruption et la bureaucratie.

Le textile est dans la tourmente. Ne pensez-vous pas que les opérateurs doivent se mettre au travail pour gagner en compétitivité plutôt que de dépendre de l'intervention de l'État ?

Les opérateurs du textile continuent à faire leur restructuration pour obtenir des gains de productivité. Il faut trouver de nouveaux créneaux commerciaux et fabriquer des produits de plus haute valeur ajoutée. Effectivement, le textile ne doit pas être dépendant de l'État. Je suis contre le fait de déprécier la roupie pour aider le textile. Cette question est dépassée de nos jours. Nous ne pouvons accroître la compétitivité d'un pays en dépréciant sa monnaie.

De son côté, le gouvernement doit faire un effort pour rendre plus efficaces

les services (port, aéroport, électricité, eau, télécommunication). Si le gouvernement augmente l'efficacité des services publics, les entreprises peuvent réduire les coûts de leurs services. Il faut définitivement que l'État et les opérateurs de l'industrie voient ensemble de quelle façon on peut réduire les coûts pour faire du business à Maurice.

La part du textile dans l'économie continuera à décroître. Il tombera à 4 % du produit intérieur brut d'ici à dix ans. D'ailleurs, les gens du secteur se tournent déjà vers la diversification. À titre d'exemple, la Compagnie Mauricienne de Textile se lance dans l'hôtellerie tandis que Star Knitwear se diversifie dans la distribution avec Mr Price. L'économie s'oriente vers les services car la réalité des choses est que nous ne sommes pas vraiment compétitifs au niveau du manufacturier.

Après une année faste et plus de 906 000 arrivées, le tourisme qu'on dit être notre poule aux œufs d'or subit les contrecoups d'une conjoncture internationale défavorable. Est-ce une étape passagère ?

C'est seulement conjoncturel. Rappelez-vous que nous sommes déjà passés par des moments difficiles dans le sillage du 11 septembre 2001 où la croissance du secteur était environ de 2 %. Toutefois, le prix du pétrole aura définitivement un impact sur les arrivées touristiques. Nous devons continuer à miser sur le tourisme haut de gamme pour le marché européen et essayer de diversifier sur les marchés de proximité comme l'Afrique du Sud, l'Inde et l'Australie. Je crois que nous pourrions parfaitement maintenir la croissance entre 5 et 6 % si le prix du baril de pétrole demeure en dessous des 150 dollars. Par contre, si le pétrole frôle les 200 dollars le baril, nous aurons de sérieuses difficultés.

Le spectre de la récession menace l'Europe, le baril de pétrole frise 150 dollars, la crise alimentaire fait rage dans le monde... Allons-nous nous en sortir ?

La récession n'affectera pas vraiment le tourisme haut de gamme. La situation est toujours sous contrôle. Quant au prix du pétrole, je crois qu'il baissera car 40 à 50 % de la valeur actuelle du baril sont l'effet de la spéculation. En attendant, il faut se tourner vers d'autres sources d'énergies renouvelables. L'énergie solaire est tout à fait fiable à Maurice et nous avons les moyens de pousser les gens à utiliser les énergies renouvelables.

Concernant la crise alimentaire, je n'ai aucune crainte. Certains prix des produits alimentaires baisseront d'ici à la fin de l'année comme le riz dont la récolte est abondante. Le gouvernement est d'ailleurs conscient de la

nécessité de soutenir la Chambre d'Agriculture pour la diversification agricole. C'est aussi une occasion pour les Mauriciens de manger plus sain en changeant leurs habitudes alimentaires.

La Bourse de Maurice est en repli depuis le mois de février après plusieurs années où les cours ne cessaient de grimper. Cette situation ne risque-t-elle pas de décourager les investisseurs ?

La Bourse a beaucoup grimpé ces derniers temps. La correction qu'il y a eu est tout à fait bienvenue. Même au niveau mondial, il y a une baisse des bourses internationales. Cela a une petite répercussion sur Maurice. Les gens ont vendu les valeurs hôtelières car ils avaient des appréhensions eu égard au secteur touristique. N'empêche que les fondamentaux des compagnies bancaires et hôtelières sont encore très bons. Pour attirer les investisseurs étrangers à nouveau sur la Bourse, la Stock Exchange of Mauritius doit encourager les compagnies cotées à publier leurs comptes trimestriels le plus vite possible. Pour jouer en Bourse, il faut avoir de nouvelles informations qui dicteront l'évolution des prix.

Le Bureau central des Statistiques et le MCB Focus ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance. Que faut-il faire pour redresser la pente ?

Le Bureau central des Statistiques prévoit une croissance de 5,7 % en 2008. C'est une performance très honorable dans la conjoncture actuelle malgré les difficultés au niveau international. Ailleurs dans le monde et même dans certains pays asiatiques, la croissance varie entre 2 et 3 %. Toutefois, il n'y a pas eu suffisamment de mesures dans le dernier Budget pour favoriser une bonne croissance pour 2009. Je crains que la croissance descende à 5 % l'an prochain.